



Fédération des Établissements
d'Enseignement Supérieur d'Intérêt Collectif

Paris, le 29 septembre 2016

LA FESIC PRESENTE DES PROPOSITIONS INNOVANTES POUR DYNAMISER LE SYSTEME D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR FRANÇAIS

La Fédération des établissements d'enseignement supérieur d'intérêt collectif (FESIC), appelle les candidats à l'élection présidentielle à faire preuve d'audace pour réinventer le système d'enseignement supérieur actuel. Elle suggère deux propositions innovantes qui bénéficieront à tous.

Avec des étudiants de plus en plus nombreux, des contraintes budgétaires qui s'amplifient et une qualité d'enseignement qui en pâtit – notamment au détriment des étudiants aux ressources modestes – il est temps d'engager une profonde mutation du système d'enseignement supérieur français.

Ce constat pose plusieurs questions. Comment assurer, aux 335.000 nouveaux étudiants attendus d'ici 2024, un enseignement de qualité ? Comment garantir à tous la même chance d'accéder aux études supérieures et d'y réussir ? Ou encore, comment améliorer l'adéquation entre l'enseignement supérieur, les attentes des jeunes et les besoins du marché du travail ? « Ces nombreux défis imposent une stratégie audacieuse. Ayons enfin le courage de remettre en cause notre modèle et d'imaginer des solutions pour construire l'enseignement supérieur de demain ! », avance Jean-Philippe AMMEUX, Président de la FESIC.

La Fédération suggère deux propositions innovantes. La première appelle à oser poser différemment le débat sur la contribution des étudiants au financement de leurs études. Pour Jean-Philippe AMMEUX, « la contrainte financière ne doit pas être une entrave à l'accès aux études supérieures, des alternatives efficaces existent ». La FESIC propose ainsi d'engager une réflexion sur la mise en œuvre d'un système de prêts à remboursement contingent à la française. Loin des modèles anglo-saxons, ce système s'appuierait sur l'intervention des pouvoirs publics, jouant le rôle de caution. Il permettrait au bénéficiaire de la formation de contribuer de façon différée au financement de sa scolarité et ce, uniquement lorsque ses revenus sont réguliers et suffisamment significatifs.

La seconde proposition entend favoriser la responsabilisation des établissements et l'employabilité des étudiants par la mise en œuvre de facteurs objectifs d'évaluation et de régulation. Jean-Philippe AMMEUX en est convaincu, « il faut évaluer nos établissements sur leur taux d'insertion professionnelle ». Et de fait en France, si 73% des responsables d'organismes d'enseignement supérieur sont convaincus que leurs diplômés sont prêts pour

le monde du travail, seulement 33% des jeunes eux-mêmes et 27% des employeurs le pensent¹.

Par ces propositions, la FESIC appelle les candidats à l'élection présidentielle à s'extraire du clivage classique public / privé et à reconsidérer le système actuel au profit d'un modèle d'enseignement supérieur pluriel, plus innovant et efficient au bénéfice de tous.

Contacts presse :

Delphine BLANC-LE QUILLIEC 06.64.54.27.71 – delphine.blanc-le-quilliec@fesic.org

A propos de la FESIC

La FESIC (Fédération des établissements d'enseignement supérieur d'intérêt collectif), structure de référence pour l'enseignement supérieur privé non lucratif, réunit 40.000 étudiants, dans 25 établissements et 57 campus, en France et à l'étranger.

La FESIC se donne pour mission de préparer les étudiants à une insertion professionnelle réussie, en forgeant leurs capacités d'autonomie et de décision, grâce à une pédagogie pionnière qui mixe connaissances académiques, savoir-faire métiers et accomplissement personnel. Ses établissements sont labellisés EESPIG (établissements d'enseignement supérieur privés d'intérêt général) par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Site internet : www.fesic.org

¹ Selon une étude McKinsey&Company publiée en février 2014 : "De l'enseignement à l'emploi : engager les jeunes européens dans un parcours plus efficace vers l'emploi"